



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-32
Séance du 14 juin 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le quatorze juin à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Sylvain Deyrat, Philippe Lenoir, Jean-René Oudinot, François Petit, Joël Salgues, Alexis Viala

Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Paloma Pervent,

Absents ayant donné procuration : M. Frédéric Aldon pouvoir à M. Jean-René Oudinot, Mme Nathalie Balsan pouvoir à M. Sylvain Deyrat, M. Michel Perez pouvoir à M. Joël Salgues, M. Filipe Serra pouvoir à Paloma Pervent, Mme Fanny Suau pouvoir à Elodie Joannot, Mme Brigitte Torrandell pouvoir à Mme Frédérique Berard, Mme Irène Vilaplana pouvoir à M. Roger Caizergues

Absents excusés : Mme Souhila Gouard, Mme Romane Palau

Absents : M. Didier Huber

Secrétaire de séance : M. Philippe Lenoir

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 13

Procurations : 7

Absents : 3

Votants : 20

Date de convocation et affichage

10 juin 2024

Objet : Convention de mise à disposition de l'application LUCCA : autorisation de signature

M. le maire donne la parole à M. Philippe LENOIR, adjoint délégué à l'urbanisme qui expose :

La commune de Lavérune adhère à la charte départementale de lutte contre la cabanisation depuis 2019. En effet, le territoire communal est confronté depuis de nombreuses années à des constructions illégales en zones agricoles et naturelles. L'adhésion à cette charte permet notamment le partage d'informations et de procédures entre communes adhérentes et tout autre organisme en lien avec la lutte contre la cabanisation.

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM 34) a mis en place un outil numérique afin de faciliter la gestion et le suivi des dossiers.

Ce dispositif, nommé LUCCA permet le suivi entre la commune et les services de l'Etat de l'évolution des dossiers concernant les constructions illégales. De plus, il facilite le travail interservices au sein de la collectivité : police municipale, service urbanisme, élus compétents sur ces sujets. LUCCA permet notamment de signaler les infractions aux règles d'urbanisme et de rédiger des procès-verbaux d'infractions dans un souci d'efficience.

Ces informations seront directement partagées, via le logiciel LUCCA, avec la DDTM. La transmission et le suivi des dossiers concernant les constructions illégales avec les services de l'Etat seront facilités grâce à cet outil.

Les utilisateurs de l'outil numérique sont désignés par la commune et sont répertoriés dans l'annexe 1 de la présente convention.

La convention est consentie à titre gratuit et sera renouvelée par la mise à jour de l'annexe n°1, chaque année.

Entendu l'exposé de M. Philippe LENOIR et sur proposition de M. le maire, le conseil municipal, à l'unanimité :

- se prononce favorablement sur la convention de mise à disposition de l'application LUCCA,
- donne pouvoir à M. le maire pour signer la convention présentée et tous les documents relatifs à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 14 juin 2024.

Roger CAIZERGUES
Maire



Philippe LENOIR
Secrétaire de séance

